

# L'Etat national et sa mémoire : le paradigme histoire

Hassan REMAOUN\*

L'organisation de ce symposium *sur l'état des savoirs en Algérie cinquante ans après (1954 - 1960)* constitue une excellente occasion pour revenir sur la pratique historiographique telle qu'elle a eu cours chez nous depuis le déclenchement de l'insurrection du 1<sup>er</sup> Novembre 1954.

Nous nous appuyerons pour cela sur un ensemble de travaux que nous avons menés et publiés autour de la question<sup>1</sup> et que nous essaierons de synthétiser dans ce texte.

Notre approche de l'enseignement de l'histoire ainsi que de tout ce qui touche aux effets de mémoires et de rapports au passé, et à la politique prônée *d'écriture et de Réécriture de l'histoire* (surtout à partir du début des années 1970) avec ses différentes manifestations institutionnelles et sociétales, nous a amenés à proposer une formalisation de la réalité abordée, en empruntant la notion de paradigme devenue courante dans les recherches portant sur les conditions de genèse et de déploiement du savoir y compris scientifique<sup>2</sup>.

En ce qui concerne plus particulièrement ce que nous avons coutume d'appeler *les sciences sociales et humaines* (SHS) nous considérons que la fonction paradigmatique que peuvent occuper certaines d'entre elles (on a pu parler aussi de *disciplines phares*), est souvent moins liée à leur contribution réelle sur le plan épistémique, c'est-à-dire de l'accumulation du *savoir savant*, qu'aux finalités recherchées par des forces sociales en

---

\* Sociologue-historien, enseigne, Université d'Oran, membre du comité de rédaction de la revue *Insaniyat*, chercheur associé au CRASC.

<sup>1</sup> Par souci d'éclairer certains développements insuffisamment étayés dans ce texte nous signalerons quelques-uns de nos écrits portant sur la question en nous limitant aux plus récents d'entre eux :

« L'intervention institutionnelle et son impact sur la pratique historiographique en Algérie : la politique «d'écritures et de réécriture de l'histoire» tendances et contre - tendances » ; in *Insaniyat* n° 19-20, janvier-juin 2003 (vol. VII, 1-2).

«Les historiens issus du Mouvement national», in *Insaniyat*, n° 25-26, juillet - Décembre 2004 (vol.VIII, 3-4)

«L'Enseignement de l'histoire et la Guerre de libération nationale» ; in *International Schulbuchforschung* n° 1, volume 26, 2004, (Georg- Eckert - Institut, Braunschweig).

<sup>2</sup> Cf. à ce propos, Kuhn, Thomas, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983 ; et Piaget, Jean, et Garcia, Rolando, *Psychogénèse et histoire des sciences*, Paris, Flammarion, 1983.

action sur l'échiquier politico -idéologique et qui procèdent à leur instrumentalisation.

S'il est couramment admis que *les sciences molles* ont tendance à être plus marquées idéologiquement que *les sciences dures*, il semble parfois utile de montrer comment dans le cas de nombreuses sociétés, marquées par la jeunesse et la faiblesse du tissu universitaire, la dépendance du *savoir académique* vis-à-vis du contexte institutionnel et sociétal d'ensemble peut être plus prégnante, au point d'influencer fortement et même d'entraver le déploiement de certaines disciplines.

Les exemples ne manquent pas dans le Monde arabe, et c'est notamment le cas pour l'Algérie.

### **La structuration du champ du savoir sur la société dans l'Algérie indépendante**

Comment est structuré le champ du savoir sur la société en Algérie, ou pour être plus précis comment l'Etat national a-t-il restructuré (ou tenté de le faire), le champ du savoir institutionnalisé ?

Un décryptage de la réforme universitaire de 1971 et du projet de carte universitaire présenté en 1984 nous avait permis d'en déduire une démarche d'ensemble visant à instrumentaliser *les sciences sociales et humaines* (SHS) en les structurant selon deux fonctions ou finalités déterminantes :

1°) Des disciplines censées servir le développement technologico – économique et qui regroupaient bien entendu les sciences de la nature et enseignements technologiques, mais aussi les sciences économiques et par assimilation la sociologie, la géographie, les langues étrangères et la traduction.

Les sciences économiques vont fonctionner comme un véritable modèle et ainsi être érigées en *paradigme* pour tous ces enseignements.

2°) Des disciplines à fonction plus idéologique parmi lesquelles on pouvait déceler les lettres arabes, la philosophie, la théologie et l'histoire. Cette dernière était instituée en fait en modèle pour ces différentes branches du savoir, c'est à dire en *paradigme identitaire*, visant à user du passé à des fins de légitimation de l'ordre socio – politique qui se dessinait.

D'autres disciplines pouvaient fonctionner à la fois sur les deux tableaux. C'est le cas pour la psychologie selon qu'elle traitait du *travail* ou du *clinique*, ou qu'elle s'intéressait à l'éducation, à *la personnalité* et à *l'identité*. C'est le cas aussi pour les études juridiques selon qu'elles soient orientées vers le droit positif ou la Chariâa. Enfin l'anthropologie, la

politologie, la linguistique et quelques autres se retrouvaient sur la liste des abonnés absents. Abdallah Laroui avait tenté jadis une typologie des profils intellectuels qui depuis le heurt avec la colonisation s'étaient succédés dans le Monde arabe et en avait proposé trois : ceux du *clerc*, du *libéral* et du *technophile*<sup>3</sup>. Les mêmes profils ont sans doute existé ou existent aussi en Algérie, mais un seul parmi eux, le dernier cité, semble occuper (ou semblait occuper à l'époque) une position paradigmatique, puis qu'on pourrait l'assimiler à la figure de *l'économiste*. Le *paradigme histoire* est quant à lui plus proche du profil de ce qu'on pourrait assimiler au *populiste*<sup>4</sup> et que ne prend pas en ligne de compte la typologie de Laroui (peut être plus influencée par les spécificités de l'histoire marocaine ?).

Le profil du populiste a en effet une présence très marquée dans l'histoire algérienne et ce depuis l'émergence du Mouvement National dont l'Etat national apparaît comme l'ultime avatar.

Il faudra noter cependant que depuis au moins la Révolution égyptienne en 1952 et l'émergence de régimes nationalistes et militaires ailleurs, il aurait eu tendance à se généraliser dans le Monde arabe.

### Aux origines du paradigme histoire

Le *paradigme histoire* peut cependant puiser dans une tradition du Monde arabe – musulman nettement antérieur à l'émergence du profil du *populiste*.

Très tôt, il semble en effet y avoir eu des velléités d'user de l'histoire ou de ce qui en faisait office à des fins de légitimation. Il ne faut pas oublier que les progrès sur le plan méthodologique de cette discipline sont très liés aux efforts fournis aux débuts de l'ère islamique pour vérifier l'authenticité des faits et dires du Prophète (*les Hadiths*), surtout à une période où le *Fikih* était en voie d'élaboration. C'est par ailleurs Omar Ibn Khattab second Khalife de l'histoire de l'Islam qui décida d'entreprendre l'œuvre de codification généalogique et historiographique en fondant un *Diman* (bureau ou administration) constitué à cette fin, œuvre qui sera d'ailleurs poursuivie par les Omeyyades. En quoi consistait ce *Diman* ? « Celui-ci, est un registre où sont répertoriées et

---

<sup>3</sup> Laroui, Abdallah, *L'idéologie arabe contemporaine*, Paris, Ed. Maspero, 1970.

<sup>4</sup> Nous avons eu par le passé l'occasion de développer cette hypothèse dans un certain nombre de contributions. Nous signalerons ici :

- « Du Mouvement national à l'Etat national : Le devenir des sciences sociales en Algérie et dans le Monde arabe », Actes du colloque, *Les sciences sociales aujourd'hui* (Canastel, 26 au 29 mai 1984), Alger, Ed. OPU, 1986.

- « La contrainte institutionnelle dans la pratique des disciplines sociales au Maghreb et dans le Monde arabe : Le cas de l'Algérie », in Bourqia, R., et Hopkins, N., (Ed), *Le Maghreb : approches des mécanismes d'articulation*, Casablanca, Ed. Al-Kalam, 1991.

classées, selon une hiérarchie déterminée en vue de leurs rémunérations, les tribus combattantes, les familles et les personnes selon leur mérite et leur ancienneté dans la communauté. Des événements particuliers qui ont marqué le début de la nouvelle religion permettront aux personnes qui y ont participé, aussi qu'à leurs descendants, d'occuper une place de marque dans la nouvelle société »<sup>5</sup>.

La mise à jour périodique du Diwan servira aux différents khalifes à désigner les titulaires des charges officielles et à répartir les pensions et les privilèges. Ce n'est certes pas là une particularité de l'histoire islamique, mais on ne pourra pas ne pas opérer de rapprochement entre cette opération et ce qui sera fait en Algérie après l'indépendance du pays en 1962 lorsqu'il s'agira de faire le recensement des Moudjahidines en vue de leur répartir pensions, honneurs et privilèges. Cette opération compréhensive jusqu'à un certain point va se muer en une véritable opération de légitimation politique du nouvel ordre mis en place, basée sur le contrôle officiel de tout ce qui toucherait à la mémoire collective et à l'historiographie nationale.

Il s'agira en fait de légitimer le nouvel Etat-nation, mais dans un contexte extrêmement marqué par l'idéologie propre aux différentes équipes qui se succèdent à la tête du pouvoir politique, et en l'absence d'un véritable Contre- Pouvoir d'origine académique et pouvant affirmer son autorité par la mise en œuvre d'une *police scientifique* avérée<sup>6</sup>.

C'est ainsi pour aller vite, que trois mythes décryptés par Mohamed Harbi vont caractériser le discours historiographique officiel<sup>7</sup>. Il s'agit :

1°) du mythe de *la table rase* qui tend à nier ou au moins à marginaliser toute l'œuvre du Mouvement national antérieure à la date certes décisive du 1er Novembre 1954 (déclenchement de la Guerre de libération nationale),

2°) du mythe *d'un peuple homogène* qui se serait unanimement soulevé contre l'occupant à l'appel du FLN ;

3°) du mythe enfin d'une *révolution paysanne*, c'est à dire dont les origines seraient essentiellement rurales.

Le paradigme histoire va se déployer pleinement à partir de la mise en œuvre de la politique officielle *d'écriture et de réécriture de l'histoire* lancée aux débuts des années 1970. Il s'agissait selon cette optique

---

<sup>5</sup> Oumlil, Ali, *L'histoire et son discours. Essai sur la méthodologie d'Ibn Khaldoun*, Faculté des sciences humaines de Rabat, SMER, 1982. Cf., aussi à ce propos l'article « Diwan », dans *l'Encyclopédie de l'Islam*.

<sup>6</sup> Se référer à ce propos aux travaux de Juergen Habermas.

<sup>7</sup> Harbi, Mohammed, *1954, La guerre commence en Algérie*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1984.

*d'Écrire* l'histoire de la Guerre de libération nationale, et de *Réécrire* tout ce qui touchait à la période antérieure et dont la narration des faits aurait été *falsifiée* par les historiens de la colonisation. Il est fait vrais que l'historiographie Coloniale dominante connue sous le nom *d'École d'Alger* qui émergeait au XIX<sup>ème</sup> siècle et se maintenant jusqu'à l'indépendance en 1962 était liée dans ses motivations à une véritable entreprise de légitimation du système de domination coloniale, et l'on ne saurait comprendre l'origine du *paradigme histoire* qui se déploie après l'indépendance du pays si on oubliait cet aspect.

D'ailleurs le *paradigme histoire* dans le pays aurait des antécédents qui remonteraient à la fin des années 1920 lorsque des lettrés arabisants proches de l'Association des Ulamas (Embarak El Mili et Tewfik El Madani notamment) feront œuvre première dans l'écriture d'une histoire nationale en élaborant un véritable contre - discours à l'idéologie coloniale<sup>8</sup>.

Ils tentaient ainsi de puiser dans le plus lointain passé les traces de l'existence et de la pérennité d'une nation algérienne et leur œuvre sera poursuivie ou même renouvelée sur les plans méthodologique et conceptuel par des intellectuels issus du PPA - MTLD puis du FLN, tels Mohamed - Chérif Sahli, et Mostefa Lacheraf lequel mettra en valeur les enjeux sociaux de cette histoire nationale. D'autres historiens issus du Mouvement national et du FLN (Mohamed Harbi Mahfoud Kaddache Aboukacem Saâdallah...) vont après l'indépendance du pays exercer dans les universités en Algérie ou à l'étranger en se déployant selon des positions diversifiées vis-à-vis de l'historiographie officielle et de la mise en œuvre du *paradigme histoire*<sup>9</sup>.

## **Le dispositif institutionnel et ses effets**

Le lancement au début des années 1970 de la politique *d'Écriture et de Réécriture de l'histoire* a été soutenu par la mise sur pied de tout un dispositif institutionnel. La recherche de sources et la préservation des archives vont être à l'origine de la création en 1971 d'un Fonds des Archives nationales, puis d'un Centre des Archives nationales avec un impressionnant édifice qui verra le jour dans les années 1980 en même

---

<sup>8</sup> Cf. notamment, Haddab, Mustapha, «Histoire et modernité chez les Réformistes algériens», in *Connaissance du Maghreb*, Paris, Ed. du CNRS, 1984 ; et Ghalem, Mohammed, «Discours politique et histoire : El Mili et la naissance de l'histoire nationale» (en langue arabe) in Actes du séminaire : *Le Monde arabe et l'entre-deux Guerres de la vision de l'historiographie et de la production intellectuelle arabe*, URASC, Université d'Oran, 26-27 avril 1987 (dactylographie).

<sup>9</sup> Cf. notre contribution « Les historiens issus du Mouvement national », Art. Cit.

temps que le nouveau siège de la Bibliothèque nationale. Des services dépendant des Archives nationales sont de même instaurées dans les 48 wilayas du pays, tandis qu'une opération de recensement et de récolte des archives est lancée aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, en France notamment.

De même est créé toujours en 1971 un Centre national des études historiques (CNEH) dépendant d'abord de la Présidence de la République puis du Ministère de la culture avant d'éclater en un Centre national des recherches préhistoriques anthropologiques et historiques (CNRPAH) fondé en 1993 sous l'égide du Ministère de la culture toujours, et un Centre national des études et recherches sur le Mouvement national et la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 (CNERMNR 54) rattaché au Ministère des Moudjahidines. Sur le plan de l'Enseignement supérieur après des vellétés lors de l'élaboration de la Carte universitaire nationale de 1984 de détacher l'enseignement de l'histoire des universités d'Alger, Oran et Constantine pour en donner le monopole à un Institut national d'enseignement supérieur de cette discipline, qui n'a d'ailleurs jamais vu le jour, la tendance sera dans les années 1990 à l'ouverture de nouveaux départements d'histoire dans les différentes universités qui foisonnent dans le pays. Une vingtaine de revues s'intéressant de près ou de loin à l'histoire et à ses disciplines annexes voient de même le jour à partir des années 1960 au sein d'universités et de centres de recherche, mais aussi d'organismes tels les Ministères de la culture ou des Affaires religieuses.

L'analyse thématique de leurs contenus ainsi que celui des sujets de mémoires et thèses déposés dans les universités et des livres publiés surtout par des maisons d'édition publiques, peut nous livrer un panorama de la production historiographique entre les années 1960 et le début des années 1990. Une recherche que nous avons menée à ce propos<sup>10</sup>, et dont nous ne pouvons rendre compte que succinctement ici, nous permet de dégager pour les articles de revues par exemples des tendances d'évolution telles :

1°) l'avancée de la langue arabe qui devient dominante par rapport au français, ce qui est sans doute lié à l'arabisation du système éducatif et de l'université ;

2°) la progression en nombre des contributions traitant de la période coloniale qui finissent même par l'emporter par rapport à celles qui traitent du passé islamique (médiéval ou ottoman) ;

---

<sup>10</sup> Cf. « L'intervention institutionnelle et son impact sur la pratique historiographique en Algérie... », Op. Cit.

3°) la progression enfin pour cette période coloniale de l'intérêt accordé aux actions de résistance et de soulèvements armés contre la présence coloniale avec émergence en force de la rubrique traitant directement de la Guerre de libération nationale.

Très peu d'articles traitent de la société et de la politique coloniale, et pour ce qui est de l'activité politique du Mouvement national, on ne s'intéresse généralement qu'à l'action des Ulamas.

Les deux dernières tendances nous semblent nettement marquées par les effets du discours et des séminaires et colloques officiels, et répondre à des préoccupations de légitimation politique. Elles correspondent d'ailleurs largement à ce que diffusent les programmes d'histoire enseignés à l'école y compris dans l'interprétation des faits, censure, autocensure et amnésie.

### **La question de l'enseignement de l'histoire**

Il n'est pas possible de traiter du paradigme histoire en faisant l'impasse sur ses effets dans le système éducatif, même si le sujet a déjà fait couler pas mal d'encre. Nous ne ferons cependant ici que rappeler quelques unes des caractéristiques que nous avons décelées en parcourant les manuels d'histoire longtemps en vigueur dans l'école algérienne<sup>11</sup>.

Il faudra signaler tout d'abord le rôle de l'insurrection du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 considérée comme *l'Évènement fondateur* de l'Etat national algérien. La Guerre de libération nationale occupe en fait la même fonction ici que la Révolution de 1789 en France ou la Guerre d'indépendance pour les Etats-Unis d'Amérique, ce qui est somme toute, assez normal. Contrairement à ces deux derniers pays *l'Évènement fondateur* en Algérie a très tôt été introduit dans les programmes d'enseignement, dès les années qui suivirent l'indépendance du pays, et alors même que les principaux dirigeants du nouvel Etat en avaient été des acteurs actifs, et que la violence de la guerre et de la répression coloniale et les contradictions et divergence qui minaient le camp nationaliste devaient susciter pas mal de passion.

L'une des conséquences en sera que l'histoire nationale aura tendance à être réduite aux violences coloniales et à la contre-violence des Algériens, érigée en actes héroïques, durant la Guerre de libération, en

---

<sup>11</sup> Cf. Notre contribution, « Histoire nationale et pratiques Politico- identitaires : Une lecture des manuels d'histoire en usage dans l'école algérienne », in Marouf, Nadir et Carpentier, Claude (sous la direction de) *Langue, école, identités*, Paris, Ed L'Harmattan, 1997, Version en langue arabe dans *Insaniyat*, n° 3, Hiver 1997.

premier lieu, mais aussi pour les périodes antérieures, notamment lors des grands soulèvements du XIX<sup>ème</sup> siècle ou encore des Evènements de mai 1945.

La Guerre de libération est présentée ici dans l'optique du populisme, comme l'œuvre d'un héros, anonyme le peuple, sans cibler l'action précise des acteurs autres que ceux qui auraient subi *le martyre*, et encore moins de ceux qui avaient contribué à l'émergence du Mouvement national dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. En fait les trois mythes relevés par Harbi, sont ici en œuvre avec tout ce que cela peut supposer comme raccourcis dans l'explication donnée et comme occultation de faits qui ne correspondraient pas aux schémas officiels. *Le paradigme histoire* se déploie ici pleinement dans sa fonction de légitimation du nouvel ordre sociopolitique mis en place par l'Etat national.

Pour mieux asseoir sa légitimité, ce dernier ira par ailleurs puiser dans la symbolique religieuse de l'Islam, censé représenter l'essence de l'identité nationale, celle même qui aurait préservé le peuple *homogène* et *unanime* de l'acculturation coloniale. Les figures marquantes de l'Association des Ulamas réformistes seront seules à trouver grâce aux côtés des martyrs, et d'ailleurs lorsque les manuels d'histoire devront aborder les périodes antérieures à l'ère coloniale, l'histoire nationale aura tendance à se dissoudre dans une histoire générale du Monde musulman qui aura tendance à être centrée sur l'Orient arabe.

A partir de la décennie 1990 on verra cependant apparaître des manuels qui exprimeront de nouvelles tendances dans l'approche du passé national. Celui de 9<sup>ème</sup> année fondamentale (classe de 9<sup>ème</sup> A. F.) par exemple innove sur deux plans au moins. Tout d'abord il valorisera la période antérieure à 1954 et qui a vu naître et activer le Mouvement national en présentant ses principales composantes, et en réhabilitant le rôle de personnalités telles Messali Hadj et Ferhat Abbas. Ensuite il est moins question d'anonymat pour ce qui touche à la Guerre de libération nationale, puisque les noms des dirigeants souvent encore en vie et quelle que soit leur évolution politique ultérieure commencent à être cités. Les élèves ont même droit à une photographie représentant la délégation algérienne aux Négociations d'Evian, et seront informés de la solidarité internationale dont a bénéficié la cause algérienne y compris, en France.

Le manuel de 7<sup>ème</sup> année fondamentale (classe de 7<sup>ème</sup> A. F.) qui aborde l'Antiquité valorisera le passé berbère pré-islamique en affichant une volonté réelle d'autonomiser la dynamique proprement maghrébine par rapport au Moyen-Orient, en s'attardant particulièrement sur l'histoire de la Numidie et de ses personnalités marquantes, et de sa diversité culturelle y compris à l'époque latine. Comment peut-on



expliquer de pareils changements qui d'ailleurs ne s'arrêteront pas là ?<sup>12</sup>. Octobre 1988 et les tentatives d'ouverture démocratique ainsi que la montée de l'islamisme puis la phase terroriste sont à prendre en ligne de compte, et ils pousseront à restructurer un *paradigme histoire* qui entre dans une phase de crise ouverte.

### Un paradigme en crise

L'effondrement en 1986 du cours mondial des hydrocarbures et l'incapacité à offrir une alternative socio-économique fiable à une société qui n'avait pas encore vraiment achevé sa transition démographique (la population ayant pratiquement triplé en un quart de siècle, depuis l'accession du pays à l'indépendance), vont mettre à mal le profil du *populiste*. Ce dernier avait jusque là puisé sa légitimité aux yeux de la population, dans les capacités à procéder à une certaine justice distributive, ce que la raréfaction des ressources financières ne lui permettait plus. *Le populiste* avait pu jusque là asseoir son pouvoir en tâchant de maintenir la balance équilibrée entre le *technophile* censé moderniser par l'industrialisation et le *clerc* arc-bouté à l'identité religieuse et dont la présence pouvait aider au contrôle idéologique de la société, et ce tant qu'il n'exprimait pas des velléités d'accès direct à la décision politique. Des concessions étaient certes possibles, mais à condition que le deal ne fût pas rompu, et dans son déploiement, le *paradigme histoire* devait servir à cette fin.

L'échec économique ne permettait cependant plus l'équilibre et le profil du *populiste* a failli être désarçonné par celui du *clerc* qui voyait pointer le jour où il pourrait imposer dans la sphère de la légitimation du politique son propre paradigme, *la théologie*.

L'instrumentalisation de l'histoire par le nationalisme semblait ainsi sur le point de céder le devant de la scène à l'instrumentalisation de la théologie par l'islamiste qui arrachait au populiste le credo de justice

---

<sup>12</sup> Suite aux travaux de la Commission nationale de réforme du système éducatif (CNRSE) qui a fonctionné durant près d'une année (en 2000-2001), une Commission nationale des programmes (CNP) rattachée au Ministère de l'éducation nationale a été chargée depuis 2003-2004 de procéder à une refonte totale des programmes de toutes les disciplines scolaires, et de nouveaux manuels sont appelés à voir le jour.

N.B L'élaboration et l'édition de la nouvelle collection des manuels officiels d'histoire couvrant les cycles primaires, moyens et secondaires ont été complètement achevées. Tous les nouveaux ouvrages sont en usage dans les établissements algériens depuis l'année scolaire 2007-2008. Nous avons traité de leur contenu dans un article intitulé «L'enseignement de la Guerre de libération nationale (1954-1962), dans les anciens et nouveaux manuels d'histoire. Un enjeu pour l'affirmation de la culture de la citoyenneté», et publié dans la revue *Tréma* n°29/ mars 2008 (IUFM de l'Académie de Montpellier).

sociale avec en plus le sceau de la sacralité religieuse. Le vieillissement de la classe politique issue de la Guerre de libération, et métaphysiquement angoissée par l'approche de la mort et sa tendance à se transformer avec ses ayants droit en caste coupée du reste de la société, ainsi que la longue période de complaisance de l'Etat national vis-à-vis du conservatisme d'essence religieuse, avaient permis au *clerc* de creuser son terreau et de consolider son encadrement d'une société, en plein désarroi, les jeunes surtout qui se sentaient floués par le système.

C'est en catastrophe donc que *le populiste* à la recherche d'alliances nouvelles va rechercher l'appui du *libéral* devenu embryonnaire à force d'être marginalisé et méprisé, en donnant des gages à la pensée critique et à la philosophie dont on découvre (ou redécouvre) les vertus face à la dérive dogmatico - religieuse. Certains théologiens jusque là marginalisés et dominés à l'intérieur de leur propre discipline commenceront à émerger eux-mêmes comme philosophe en dégagant de nouvelles perspectives à la pensée soufie. S'ouvriront-ils aussi à l'anthropologie, à l'histoire, à la linguistique et à l'herméneutique, ceci dans une tradition plus *académique*<sup>13</sup> ?

Les sciences humaines et sociales dans leur ensemble (et non seulement l'histoire, la philosophie et la théologie), sauront-elles se saisir de ce frémissement de la pensée critique pour sortir du cadre paradigmatique marqué par l'instrumentalisation du politique pour se déployer au mieux dans un espace plus propice à la recherche de savoirs et à l'accumulation de connaissances ? Voilà ce qui renvoie à la question de la fiabilité, voir - même de l'existence des institutions pouvant servir de support à ce type d'évolution. Rien ne nous empêche de rêver. Mais revenons à l'historiographie !

### **Pour conclure : Quel avenir pour l'historiographie ?**

Il ne s'agira pas ici de jouer au prophète mais de déceler succinctement dans le contexte actuel quelques pistes susceptibles de nous aider à baliser ce qui est en devenir. Tout d'abord le foisonnement d'associations, de fondations et de rencontres et publications diverses ayant pour objet l'exploration et l'interprétation de ce qui relève du passé indique que l'historiographie continue à constituer un enjeu de société, et le discours devenu assez fréquent, chez les politiques d'un passage de la *légitimité révolutionnaire* à la *légitimité constitutionnelle* dans les modalités de

---

<sup>13</sup> Ce qui nous renverrait à une typologie assez différente de celle jadis avancée par Laroui, et que propose El-Kenz, Ali, toujours pour le Monde arabe à travers le triptyque de *l'académicien*, de *l'expert* et de *l'engagé*. (Se référer à sa communication présentée à ce même symposium sur, *L'état des savoirs en sciences sociales et humaines...*).

gestion du pouvoir d'Etat ne doit pas occulter les velléités chez beaucoup de continuer à fonctionner au *paradigme histoire* conçu dans l'optique du *populiste*. Mais si *l'histoire nationale* demeure un passage encore obligé, son élaboration ne peut plus relever du monopole écrasant qui a eu cours durant des décennies. Les bouches *s'ouvrent* en quelque sorte et beaucoup de monde se découvre historien au même titre que monsieur Jourdain dans l'œuvre de Molière se découvrait prosateur<sup>14</sup>.

L'école elle-même est en train de changer de ce point de vue, et si les pouvoirs publics continuent à contrôler l'élaboration des programmes scolaires officiels (et c'est là une clause de souveraineté qui n'est pas propre à l'Algérie), la préoccupation méthodologique et didactique est plus prégnante et est même désormais perçue comme allant dans le sens d'une émergence citoyenne. D'ailleurs on tendrait, avec quelques hésitations il est vrai, à dépasser le dogme du manuel unique et obligatoire y compris dans la discipline qui nous intéresse ici.

Tout cela semble conforter l'idée que la pensée critique gagne malgré tout du terrain, et pas seulement dans le domaine de l'historiographie. Ce sont là des ingrédients insuffisants à eux seuls pour juger de ce qui adviendra dans l'avenir.

L'évolution de l'Etat national et des modalités de son arrimage à la mondialisation en cours et des métamorphoses possibles de cette dernière est aussi à prendre en ligne de compte.

Il reste une boîte noire, l'université qui continuera à constituer le principal pourvoyeur en historiens professionnels, et jusque là d'intellectuels organiques où se recrutaient les idéologues du système. Saura-t-elle accompagner les changements en cours dans la société et encore plus anticiper la demande en faisant prévaloir en premier lieu sa vocation critique ? Et à quel rythme ? Il est à remarquer que les quelques revues académiques d'histoire qui existaient par le passé ne paraissent pas jusqu'ici avoir survécu à la crise du paradigme ici considéré.

---

<sup>14</sup> A propos de ce phénomène et de la floraison de mémoires et témoignages écrits par des acteurs du Mouvement national et de la Guerre de libération nationale, on pourra se référer notamment aux travaux menés dans le cadre de la Division de socio-anthropologie de l'histoire et de la mémoire au sein du CRASC, par Siari-Tengour Ounassa, Soufi Fouad et Benkada Saddek.